

| Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine |
<http://www.risal.info/spip.php?article840>

Interview de Fredy Alvarado, représentant indigène Equateur : peuples indigènes & pétrole

ÉQUATEUR • Un ambassadeur du peuple kichwa parcourt l'Europe pour alerter contre les méfaits de la course au pétrole. Pour les indigènes d'Amazonie comme pour tous les peuples...

par Benito Pérez

16 février 2004

Trente ans que leur cri est étouffé. Qu'ils sont devenus des gêneurs sur leurs propres terres. Trente ans que les compagnies pétrolières ont fait leur l'Amazonie équatorienne, semant la violence et la maladie dans le sillage des puits et des oléoducs.

Bien que le scandale se soit quelque peu ébruité, les Kichwas amazoniens - qui peuplent ces forêts depuis de millénaires - savent qu'ils sont un peuple en sursis. Que leur survie dépendra avant tout de la solidarité des hommes, comme de l'amour que ceux-ci portent à la Terre. « *Je suis venu pour que les Blancs prennent conscience des méfaits causés par leur mode de vie. Que de vouloir consommer toujours plus d'énergie non renouvelables nous mène tous vers des guerres sans fin* », explique Fredy Alvarado.

Sur son costume occidental, ses longs cheveux noirs, son teint mat, sa voix douce et son large sourire trahissent ses origines. Le jeune coordinateur du Réseau des communautés kichwas de l'Amazonie (Recoka) parcourt l'Europe pour alerter et sensibiliser les populations du Nord aux dangers qui menacent les Amérindiens. Déjà, d'autres communautés ethniques voisines des Kichwas ont disparu ou ont été décimées par la pollution, les maladies ou les violences.

Avant de découvrir, il y a deux semaines, les flocons genevois, le jeune leader de la communauté Kawsak Llakta (« Peuple vivant »), avait déjà séjourné quelques temps en Autriche. Puis il a rejoint Berne, la Suisse alémanique et la France avec ce même message : « *Qu'on ne commette plus de génocide au nom du développement !* »

Le Courrier : Quel est le principal danger qui menace les Kichwas ?

Fredy Alvarado : L'exploitation pétrolière est un des problèmes les plus importants en Amazonie équatorienne. Le gouvernement tente actuellement de développer ce secteur pour attirer des entreprises multinationales afin qu'elles investissent dans la recherche de nouveaux gisements. Pourtant, cette industrie a déjà de multiples conséquences néfastes. Par exemple, au niveau sanitaire, les régions touchées ont vu les taux de cancers augmenter fortement, notamment chez les femmes. On a beaucoup de cas d'avortements, de malformations. De nombreux paysans ont dû quitter leur terres devenues impropres à l'agriculture après des déversements. En Amazonie, la plupart des gens, indigènes ou colons, dépendent directement des ressources naturelles, de l'eau, des forêts, des poissons. Or l'industrie pétrolière entraîne des abattages massifs d'arbres et ses rejets empoisonnent toute la chaîne alimentaire. Son arrivée dans le nord de l'Amazonie a même fait disparaître un peuple indigène, les Tetetes. Ils étaient un petit groupe de 300, il n'y en a plus aucun aujourd'hui. D'autre sont menacés. Les Secoyas, qui étaient 1.500, ne sont plus que 650 [1]. Les Cofáns sont passé de 15.000 à quelques centaines... Nous pensons que les Kichwas d'Amazonie sont aussi en diminution, mais le gouvernement ne fait pas de vrai recensement. Il n'en a pas intérêt !

Outre les atteintes à la santé et à l'environnement, il faut signaler que, là où elles s'implantent, les sociétés pétrolières nuisent à l'économie traditionnelle. Elles offrent du travail avec des contrats temporaires de trois mois. Certains paysans délaissent alors leurs activités agricoles, vendent leurs terres - souvent aux multinationales - et deviennent dépendants des entreprises. Beaucoup quittent la région et finissent dans les rues des grandes villes... Dans l'autre sens, le pétrole a amené en Amazonie certains fléaux comme la prostitution, la délinquance, la violence.

Trois fois plus de cancers

Si les premières recherches de pétrole en Equateur datent des années 1920, son exploitation à l'échelle industrielle a surtout démarré ces trente dernières années. Selon un [rapport](#) de l'ONG Accion Ecologica (2001-2003), 5 millions d'hectares d'Amazonie équatorienne lui sont désormais dédiés.

Réalisant une vaste enquête autour de 340 puits parmi les plus anciens du pays,

produisant chaque jour 260 000 barils, l'ONG a recensé que 10% d'entre eux étaient situés dans des zones protégées et que dans près de 30% des cas, des habitants vivaient dans un rayon de moins de 50 mètres du forage! Durant l'enquête, 100% (!) des quelque 1500 voisins interrogés ont décrit des nuisances subies à cause des installations. 94% ont perdu des bêtes, 82% disent être tombés malades à cause des pollutions. Viennent en tête des maladies: les problèmes de peau, respiratoires ou digestifs. Plus grave encore, la mortalité due à des cancers dans cette population est trois fois supérieure à la moyenne nationale (cinq fois pour les enfants!) et près de six fois plus importante que dans le reste des provinces étudiées. Le taux des interruptions de grossesse (un tiers des femmes fertiles) semble aussi inhabituellement élevé, mais peu de données comparatives existent pour ces populations.

Les pollutions constatées sont dues aux suintements quotidiens de brut et d'autres produits chimiques employés dans son traitement - 40% des familles étudiées consomment quotidiennement de l'eau polluée - mais aussi aux accidents. Durant l'année 2001, 75 déversements accidentels, soit un tous les cinq jours, ont été signalés pour un total de 31 398 barils. Un chiffre proche des 36 000 barils perdus par l'Exxon Valdez lors de la catastrophe de l'Alaska... Et si l'on sait que ces accidents sont en continuelle augmentation (+500% en sept ans)... BPz

Quelle est la nature de cette violence ?

Elle est double. Elle vient en partie de la migration d'aventuriers venus des villes à la recherche de travail ou de trafics. Leur arrivée massive met en péril l'harmonie des communautés indigènes. Là où s'implantent les sociétés pétrolières, les taux de crimes augmentent. L'autre violence vient des compagnies elles-mêmes. Dès que certains se révoltent contre l'exploitation pétrolière, la répression est féroce, les agressions se multiplient. Certains forages se font sous la protection directe de l'armée. Au lieu de protéger les indigènes, la police et l'armée se retournent contre eux ! Actuellement, le peuple Sarayacu [2], qui tente de faire respecter ses terres, est soumis au harcèlement du gouvernement et des compagnies. En décembre dernier, des manifestants ont été violemment attaqués et ont dû être hospitalisés.

En plus, par la corruption, les sociétés pétrolières ont divisé nos communautés. Elles ont acheté certains dirigeants, en leur offrant des postes importants. Où que ce soit, le pétrole apporte la guerre. Regardez le [Plan Colombie](#), son principal objectif est d'assurer le contrôle sur le pétrole. De même que les guerres entre le Pérou et l'Equateur.

Mais le pétrole est aussi une source de revenu, il est vu par beaucoup comme un moyen de développer ce pays pauvre qu'est l'Equateur...

On essaie de nous faire croire que le développement de l'Equateur dépend du pétrole. C'est faux. Son exploitation rapporte surtout aux entreprises. Celles-ci signent un contrat avec l'Etat, afin d'obtenir une concession pour explorer le sous-sol. En contrepartie, elles versent des redevances. Mais les sommes sont minimes : l'Etat ne touche qu'entre 2% et 20% des revenus, le reste allant aux transnationales ! L'arrivée des entreprises pétrolières a surtout coûté très cher au pays. L'Etat a dû s'engager à construire des infrastructures comme l'OCP (oléoduc pétrolier de 500 kilomètres mis en service en 2003, ndlr), des stations de stockage, des raffineries... Tout cela a fait tripler la dette extérieure nationale, dont le remboursement coûte chaque année la moitié du budget de l'Etat. Bien plus que ne rapporte le pétrole ! Et des études montrent qu'en Amazonie équatorienne, il y a tout au plus pour dix ou quinze ans de réserves pétrolières... Sans compter que nous devenons toujours plus dépendants des ressources naturelles que nous pouvons offrir aux pays développés...

Il faut que l'Equateur revienne à la raison, il ne sera jamais le Venezuela, il n'a pas le potentiel pour être un exportateur de pétrole.

Concrètement, que revendiquez-vous ?

D'abord la reconnaissance des violations des droits humains commises avec complicité du gouvernement. Ces faits sont très graves. Nous demandons simplement : pourquoi des populations sont empoisonnées à leur insu ? Pourquoi elles n'obtiennent jamais réparation ? On empêche les gens de mener une vie digne, on signe leur condamnation à une mort lente. Nous exigeons aussi un [moratoire](#) sur tout nouveau forage dans les zones encore préservées, afin de nous permettre d'explorer de nouvelles pistes de développement pour nos communautés. Nous demandons qu'avant la mise en place d'un projet de développement économique, les communautés soient informées et consultées, comme le prévoit la constitution équatorienne et la Convention 169 de l'OIT (Organisation internationale du travail, ndlr), qu'elles puissent décider en toute connaissance de cause de leur avenir. Aujourd'hui, le gouvernement signe un contrat avec une société pétrolière, puis nous « consulte »...

Quel développement alternatif voyez-vous pour le pays ?

L'Equateur doit redécouvrir sa vraie richesse, l'agriculture. Nous pouvons redevenir un grand pays exportateur de café, de bananes, etc. Encore faut-il que cela se fasse dans le respect de la nature, sans OGM, avec des énergies renouvelables. Notre environnement est fragile, La forêt humide amazonienne ne se régénère pas facilement. La couche d'humus étant très mince, l'exploitation agricole doit être sous contrôle. La **biodiversité** et les connaissances ancestrales des indigènes représentent aussi une grande richesse. Et puis, il y a le tourisme. La zone amazonienne possède un grand potentiel. Notre réseau Recoka est né pour l'explorer et développer ces alternatives à l'exploitation pétrolière. Pour cela, nous défendons la mise sur pied de « zones intangibles » ou « territoires ancestraux ». Ils ne bénéficieraient pas qu'aux indigènes mais aussi aux autres populations d'Equateur, d'un point de vue économique d'abord, et plus largement sur le plan écologique. Car de l'avenir de l'Amazonie dépend la capacité des hommes à contrôler les changements climatiques.

Que faut-il pour réussir ce développement respectueux des peuples et de la nature ? Une volonté politique ?

Oui, mais aussi une conscience populaire, planétaire, pas seulement en Amérique. L'arrêt de la déforestation, de la pollution, du saccage des ressources naturelles est à ce prix. Aujourd'hui, c'est la lutte sans fin pour contrôler le pétrole, pour obtenir plus d'énergie. Et comme le pétrole est non renouvelable, on va vers toujours plus de guerres. On doit réagir maintenant.

Séjours solidaires chez les Kichwas

Le Réseau des communautés kichwas d'Amazonie (Recoka) est né il y a dix-huit mois par le regroupement d'une dizaine de communautés indiennes situées dans le bassin du rio Napo. Rejointes, depuis lors, par huit nouvelles localités, ces communautés tentent de défendre ensemble leur environnement, de mener des projets éducatifs et, surtout, de promouvoir des formes de développement économique alternatif. L'objectif étant notamment de maintenir les multinationales à bonne distance de leurs territoires. Toutefois, Recoka a dû renoncer, pour l'heure, à rallier de nouvelles communautés en raison de difficultés financières.

Le principal soutien de Recoka provient aujourd'hui de Sacha Mama Allpa, une ONG équatorienne interethnique, dont l'objectif central est « d'accroître l'indépendance des communautés qui ne sont pas prêtes à se confronter au système capitaliste des villes ». L'un des projets les plus originaux mis sur pied par le duo Recoka-Sacha Mama Allpa est un système de volontariat international permettant à des Européens de partager la vie des communautés kichwas, tout en participant aux travaux collectifs. BPz

L'élection de Lucio Gutiérrez a-t-elle apporté quelque chose ?

Nous avons cru que Gutiérrez, qui n'est pas indigène mais qui vient de l'Amazonie, serait un représentant de la région. On s'est trompé. Il n'était qu'un pion des Etats-Unis pour tromper les indigènes d'Equateur qui commençaient à les inquiéter. Seule une toute petite minorité des indigènes soutient encore Gutiérrez. Les autres considèrent qu'il a trahi.

Est-ce que cela donne raison à ceux qui pensent que le système politique des Blancs est corrompu et que les Amérindiens doivent rester autonomes ?

En partie, ils ont raison, ce système est corrompu. Il faut donc le changer. Les indigènes doivent se préparer à faire de la politique. Nous avons des millénaires d'expérience propre. Et on l'a vu en Bolivie comme en Equateur, notre mouvement se renforce. Il sera bientôt prêt à métisser les deux systèmes pour en faire un autre, plus équilibré, plus juste.

Les Kichwas sonnent le réveil amérindien

Principal groupe ethnique d'Amazonie équatorienne - 130 035 km² de forêt tropicale où l'on trouve encore les **Shuars**, Achuars, Sionas, Secoyas, Cofáns et Huaoranis - les Kichwas amazoniens compteraient, selon les sources, entre 15 000 et 100 000 membres répartis en plusieurs centaines de communautés. Leur langue - dérivée de l'idiome de l'Empire inca - et certains traits culturels les rattachent aux autres nations kichwas (ou quetchuas) des Andes, et en particuliers à leurs

cousins de la **Sierra** équatorienne (2 à 3 millions de membres). Malgré leur dispersion géographique, les Kichwas d'Equateur sont parmi les natifs les mieux structurés du continent. Ainsi, la formation de la Confédération des peuples de nationalité kichwa d'Equateur (Ecuadori), en juin 1972, à Tepeyac (Centre), a certainement marqué un moment clé pour le réveil amérindien. Par la suite, les Kichwas ont souvent été à l'origine des organisations régionales - comme la confédération amazonienne CONFENIAE en 1980 - et départementales indigènes et paysannes, qui maillent l'ensemble du pays. L'énergique Ecuadori n'est pas non plus étrangère à l'arrivée des Amérindiens sur la scène nationale, grâce à la naissance, en 1986, de la CONAIE, faitière de la plupart des mouvements autochtones. Avec une population indigène estimée à 25% (selon l'Etat) ou 55% (selon des sources autochtones) des Equatoriens, la CONAIE et son parti-frère Pachakutik sont devenus le principal vecteur de l'opposition populaire au néolibéralisme. Leur soutien fut décisif, l'an dernier, lors de l'élection à la présidence, sur un programme de gauche, de Lucio Gutiérrez.

A la fin avril 2003, la confédération Ecuadori a fait un nouveau pas vers l'intégration, en tenant son premier «Congrès des peuples de nationalité kichwa». A cette occasion, ses délégués ont adopté une déclaration des plus radicales, estimant que «les Kichwas sont des peuples millénaires de ces terres, avec une identité, une histoire et un auto-gouvernement propres, hier comme aujourd'hui et toujours» et que «en conséquence, nous avons toujours été et nous demeurerons indépendants des gouvernements et du système capitaliste exploiteur». Ce Congrès a aussi marqué les prémices de la rupture entre les indigènes et Lucio Gutiérrez», coupable de s'être «soumis aux intérêts nord-américains», d'être «lié aux banquiers corrompus» et de n'avoir pas «rempli les engagements pris envers le Peuple équatorien durant la campagne électorale». Trois mois plus tard, la CONAIE lâchait Gutiérrez et les ministres indigènes quittaient le gouvernement. BPz

En savoir plus : [recoka recoka.org](http://recoka.recoka.org) ou www.recoka.org. Sur le volontariat : écrire à [voluntarios recoka.org](mailto:voluntarios.recoka.org) ou à Doris Müller, doris.mueller.recoka.org, coordinatrice pour la Suisse.

Pour aider financièrement Recoka : le compte bancaire de l'organisation est Acc.-Nr. 050908422-4, Names : Tapuy T. Pedro Jaime, & Tapuy C. Bertha Maria, Banco del Pichincha, S.W.I.F.T. - Code : PICHICEQ, Ecuador.

Notes:

[1] 380, selon le recensement officiel.

[2] www.sarayacu.com

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:

Source : [Le Courrier](#), 07-02-04.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique Latine (RISAL).